	Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R.104-33 à R.107-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme
	Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale Articles R.104-33 à R.104-37 du code de l'urbanisme

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de Samoëns
SIRET/SIREN
21740258500012
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie de Samoëns – Place des Dents Blanches – 74340 SAMOËNS Tel : +33 4 50 34 42 38
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Laurent BOGUE Directeur Général des Services
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Guillaume TEMPELAERE Bureau d'études
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
04 37 66 42 31 gtempelaere@verdi.fr

2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
Modification n° 2 du PLU de Samoëns
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
PLU approuvé le 10/12/2019. https://www.mairiedesamoens.fr/plan-local-durbanisme
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Samoëns (97 km²).
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
La présente modification porte sur les évolutions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - 2 évolutions sur les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) - 3 évolutions sur le règlement graphique - 7 évolutions sur le règlement écrit <p>La localisation précise des secteurs concernés est présentée en ANNEXE 2.</p>

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes, approuvé le 10 avril 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT Mont-Blanc Arve Giffre , non opposable Périmètre approuvé le 22 décembre 2017
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux. plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
<ul style="list-style-type: none"> - SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 - PPR communal

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
<p>Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale Avis n° 2019-ARA-AUPP-00655</p> <p>Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
<p>Dernière évaluation environnementale réalisée année 2019</p>
<p>Si cette évaluation a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Si oui, préciser la date de l'actualisation</p>
<p>Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle</p>
<p>L'avis de la MRAE sur l'évaluation environnementale portait sur plusieurs points. Le PLU a pris en compte ces retours, le rendant ainsi plus respectueux des enjeux environnementaux.</p> <p>Les points soulevés par la MRAE n'ont pas de conséquence sur la procédure actuelle.</p>
<p>Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet</p>

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine				
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique				
Modification de droit commun du PLU				
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU				
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)				
2 380 habitants en 2020				
4.2.2 Caractéristiques spatiales				
Superficie totale (en hectares)	Superficie du territoire communal : 9 730 ha			
Superficie par zone	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire
Zones U	249,2	2,56 %	248,7	2,56 %

Zones 1 AU	9,1	0,09 %	9,1	0,09 %
Zones 2 AU	0,0	0,00 %	0,0	0,00 %
Zones A	1 009,9	10,38 %	1 010,5	10,39 %
Zones N	8 461,7	86,96 %	8 461,7	86,96 %
Total	9 730,0	100 %	9 730,0	100 %

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

Limitations des zones urbanisables :

- 45 ha maximum,
- Dont 17 ha maximum consommés sur les zones agricoles et naturelles,
- Dont 28 ha maximum à l'intérieur des emprises urbanisés.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La modification vise l'évolution de plusieurs pièces du PLU :

Orientations d'Aménagement et de Programmation :

- La modification par application de jugement de l'OAP n°3 (Extension de la zone artisanale des Chenets)
- La création d'une OAP pour préserver l'hôtellerie en centre-ville

Règlement graphique :

- Création d'un sous-secteur 1Aub1 pour mise en cohérence du règlement écrit et de l'OAP N°4 (les Saix d'en haut)
- Le changement de zonage (Uc vers A) de 3 parcelles sur le secteur des Lilas par application d'un jugement

Règlement écrit :

- Le changement des règles en faveur des logements aidés
- Ajout d'un coefficient de pleine terre et évolution des emprises au sol en zone U
- Modification de la règle sur le recul entre les bâtiments (Ua, UB, UC)
- Ajout de règles relatives à l'emprise au sol dans le règlement de la zone Ua
- Modification du règlement de la zone A (article 1, 2 et 8 pour ajout de précisions)
- Modification de l'article 11 (bio climatisme, architecture et patrimoine vernaculaire)
- Suppression de la mention de l'autorisation des éoliennes.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Si oui, préciser la localisation et la superficie
<p>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont- elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<p>Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p>
<p>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</p> <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>L'évolution de l'OAP N°4 peut avoir pour effet d'augmenter la densité sur des secteurs précis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le changement de zonage de AUb vers AUb1 de 13 parcelles, (0E2402, 0E2405, 0E2737, 0E3267, 0E3268, 0E3269, 0E3357, 0E3430) en intégralité, et certaines parties des parcelles (0E2384, 0E2406, 0E3083, 0E3476, 0E3644) : 2,85 ha <p>En effet, le changement de zonage de ces parcelles a pour effet d'autoriser une hauteur maximum de R+4/5 par rapport au R+2 autorisé par le zonage précédent. Cette modification n'impacte pas l'artificialisation des sols.</p>
<p>4.3.4 La procédure a pour objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de créer un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Si oui, préciser la localisation et la superficie
<ul style="list-style-type: none"> - de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Si oui, préciser la localisation et la superficie
<p>- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers</p> <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, préciser la localisation et les superficies
<p>- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier</p> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Si oui, préciser la localisation et les superficies
<p>Le changement de zonage de Uc vers A de 3 parcelles, (F5711, F5829) en intégralité et une partie de la parcelle F5716. La modification concerne une superficie de 0,53 ha.</p>
<p>- de créer de nouvelles protections environnementales</p> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Si oui, préciser les protections et leurs superficies
<p>- de supprimer une protection édictée en raison de risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels</p> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Si oui, préciser les protections et leurs superficies
<p>4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet</p>
<p>- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet</p>
<p>NC</p>
<p>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</p>

☐ Oui ☐ Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L.300-6-1)

- Description de l'opération ou de projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet

NC

- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :

☐ Oui ☐ Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur

- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la **rubrique 3.1**, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Le PLU de Samoëns est mis en compatibilité avec une décision de justice du tribunal administratif de Grenoble le 8/6/2023.

https://opendata.justice-administrative.fr/recherche/shareFile/DTA_2004733_20230608

- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité

La mise en compatibilité porte sur la modification de l'OAP n°3 et le changement de zonage de Uc vers A de 3 parcelles.

4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales

☐ Oui ☒ Non Si oui, préciser les effets

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	X		L'ensemble du territoire communal est concerné par la Loi Montagne.
Les dispositions de la loi littoral		X	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	X		Le PLU est concerné par 1 site Natura 2000 : - ZSC Haut-Giffre
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement		X	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement		X	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	X		Le territoire du PLU est concerné par 1 sites inscrit (Désert du Platé, col de l'Anterne, haute vallée du Giffre et leurs abords) et 2 sites classés (Lac de Gers et la cascade du nant d'Ant) au titre du paysage.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement		X	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	X		Samoëns est concernée par un PPRN approuvé le 9/10/2023
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L.515-8 du code de l'environnement	X		Une installation classée ICPE en 2019 (https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/samoens-74-defrichement-pour-l-amenagement-d-une-a16167.html) transit de déchets inertes.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement		X	

Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier		X	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	X		La commune comporte une église, un jardin, une fontaine, et une ferme classées au titre du patrimoine, les évolutions du PLU présentées ici n'ont aucun impact sur ces derniers. Au contraire, en ajoutant des règles à l'article 11 elle renforce la volonté de préservation de son patrimoine.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	X		Le territoire du PLU est concerné par 4 monuments classés ou inscrits au titre des Monuments Historiques.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	X		Le territoire communal est couvert de nombreuses zones humides dont une partie est intégré au sein de la zone Natura 2000 ou ZNIEFF de type 1
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	X		Le SCoT Mont-Blanc Arve Giffre fixe les orientations des PLU en matière de trame verte et bleue
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	X		Le territoire du PLU est couvert par 10 ZNIEFF de type I et 2 ZNIEFF de type II.
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme		X	
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code		X	
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection ou prévue à l'article L. 141-1 du code forestier		X	
Autre protection		X	

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	X		La totalité du territoire communal étant concerné, les modifications, mêmes minimales, du règlement, impactent des espaces soumis aux dispositions de la Loi Montagne. Cependant, ces modifications n'ont pas vocation à les remettre en question
Les dispositions de la loi littoral		X	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement		X	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	X		Plusieurs secteurs faisant l'objet d'une modification sont concernés par une zone réglementée par un PPRN : Les modifications sont soumises à des aléas faible (degré 1) ou moyen (degré 2)
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement		X	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement		X	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier		X	
Autre protection		X	

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)		X	
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement		X	
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement		X	
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement		X	
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine		X	
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine		X	
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	X		<p>- L'OAP n°4 (Les Saix d'en Haut) est situé en partie sur une zone humide (annexe 3)</p> <p>Ces modifications n'impliquent pas d'incidence sur les zones humides.</p>
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)		X	
D'une ZNIEFF (préciser I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement		X	Le PLU encadre ces zones via le zonage Ns, pas de secteurs à proximité des évolutions apportées. Aucune incidence.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme		X	
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ;		X	Les modifications n'impliquent pas les espaces de protection de biotope de la commune. Ils ne se situent ni dans ni à proximité de la Combe de Vaconnant et du secteur de Lédédian.

- un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à L'article R. 411-17-3 du même code			
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection on prévue à l'article L. 141-1 du code forestier		X	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme		X	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme		X	
Autre protection		X	

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

☐ Oui ☒ Non Si oui, précisez :

--

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation - c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

Se référer au document fourni en annexe du présent formulaire : Annexe 3 auto-évaluation

7. Autres procédures consultatives
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
Septembre 2024
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
RAS
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Si oui, préciser lesquelles
- autres, préciser les modalités

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comportant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5)	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site internet	<input checked="" type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent 5. Atlas cartographique des enjeux environnementaux et paysagers (rubrique 6)

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	Samoëns	le,	04/10/2024
Nom	MOGENET	Prénom	Jean-Charles
Qualité	Maire		

Signature

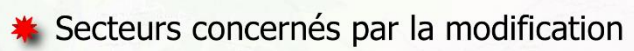


ANNEXE 1 - DOSSIER DE MODIFICATION DU PLU

Document annexé

(Voir dossier de modification pour les zooms détaillés)

(Voir dossier de modification pour les zooms détaillés)



ANNEXE 3 – AUTO-EVALUATION

Document annexé

ANNEXE 4 – VERSION DEMATERIALISEE DU DOCUMENT MENTIONNE DANS LES RUBRIQUES 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 ET 4.6

PLU de Samoëns (Rubrique 2.3) à consulter sur :

- <https://www.mairiedesamoens.fr/plan-local-durbanisme>
- <https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&lon=6.745056&lat=46.085216&zoom=13&mlon=6.745056&mlat=46.085216>

Décision de justice (Rubrique 4.6) à consulter sur :

- https://opendata.justice-administrative.fr/recherche/shareFile/DTA_2004733_20230608

ANNEXE 5 – ATLAS CARTOGRAPHIQUE

Document annexé